

DONALD MORRISON

COMMENT
OBAMA
A PERDU
L'AMÉRIQUE



DENOËL
Extrait de la publication

Comment Obama a perdu l'Amérique

DU MÊME AUTEUR
AUX ÉDITIONS DENOËL

Que reste-t-il de la culture française ?
suivi de *Le Souci de la grandeur*
(avec Antoine Compagnon), 2008.

Donald Morrison

Comment Obama a perdu l'Amérique

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Odile Demange*

DENOËL

© *Éditions Denoël, 2012.*

Extrait de la publication

Si vous voulez comprendre l'Amérique, allez à Springfield. Les États-Unis ne possèdent pas loin d'une quarantaine de localités portant ce nom, sans compter la cité fictive d'Homer Simpson et de sa famille. Mais, à mes yeux, il n'existe qu'un Springfield : la capitale de l'État de l'Illinois, au cœur même de l'Amérique. Je suis né et j'ai grandi à proximité, tout comme mes parents. C'est là qu'Abraham Lincoln, peut-être le plus grand président qu'ait connu l'Amérique, a débuté en politique. Petit avocat de Springfield, il a représenté sa ville au parlement de l'État puis a siégé au Congrès à Washington avant d'accéder à la présidence des États-Unis en 1860, au début de la guerre de Sécession. Et c'est également à Springfield qu'il a été enterré après son assassinat en 1865.

Barack Obama a, lui aussi, commencé sa carrière politique à Springfield. En 1997, alors jeune

avocat, il a entamé son premier mandat de sénateur de l'État. En février 2007, il a déclaré sa candidature à l'élection présidentielle depuis les marches du bâtiment de l'Old State Capitol, comme l'avait fait Abraham Lincoln un siècle et demi avant lui.

Grandir dans l'Illinois, c'est connaître autant d'espoir que de désillusions. Nos équipes sportives étaient abonnées à l'échec. Le taux de chômage n'a cessé de croître et notre économie de décliner. Nos élus locaux sont connus pour leur tendance à se retrouver derrière les barreaux pour corruption. Peu de raisons de pavoiser, en un mot. D'où l'émotion que j'ai partagée avec tant de fils et de filles de l'Illinois quand Barack Obama est devenu le 44^e président des États-Unis. Enfin, après avoir été dirigée pendant tant d'années par des personnalités au mieux médiocres, l'Amérique avait choisi un leader doté d'une vraie vision, d'un charisme et d'une intelligence remarquables. Mieux encore, il était noir — preuve que notre nation avait enfin parachevé l'œuvre d'Abraham Lincoln et exorcisé un passé honteux d'esclavage et de sectarisme racial. Après avoir eu le cœur brisé pendant des dizaines d'années — par la violence (les assassinats des frères Kennedy et de Martin Luther King) et la régression (les présidences de Richard Nixon et George W. Bush) —, les Américains s'étaient enfin dotés du président dont ils rêvaient.

Imaginez donc mon dépit lorsque Obama, qui avait fait naître tant d'espoirs comme candidat à la présidence, s'est révélé ne pas répondre à mes attentes. J'ai d'abord pris cet échec apparent de façon très personnelle. J'avais coupé mes racines américaines pour m'installer en France et n'étais donc pas sur place pour aider le président alors qu'il aurait eu besoin de moi. Les membres de ma famille (la plupart vivent toujours à Springfield) étaient exposés à une avalanche de calomnies et de demi-mensonges répandue par les ennemis d'Obama, et je n'étais pas là pour rétablir la vérité.

Il a commis des erreurs si grossières que j'aurais pu moi-même les prévoir, et — qui sait ? — lui permettre de les éviter. En même temps, j'avais choisi un métier, le journalisme, dont la déontologie m'obligeait à me tenir scrupuleusement à l'écart de la politique partisane. Et plus je m'efforçais d'être objectif, plus je commençais à m'interroger sur le bien-fondé de mes premières impressions. Après tout, me suis-je dit, Obama n'est peut-être pas le héros que j'avais imaginé. Peut-être est-ce un homme politique comme les autres, calculateur, intéressé, prêt à tous les compromis. Peut-être était-il inéluctable qu'il perde la confiance de ses compatriotes. Me serais-je trompé à son sujet, et comment le savoir ?

En écrivant ce livre. Après avoir parlé d'Obama

à des Américains et à d'autres, avoir passé au crible ses écrits ainsi qu'une grande partie de l'abondante littérature qui lui a été consacrée, j'ai eu l'impression de me trouver face au plus énigmatique des dirigeants. Pour les Européens, les Asiatiques, les Africains et les Latino-Américains, Barack Obama est le premier président des États-Unis vraiment exaltant depuis un demi-siècle. Pour ses compatriotes, c'est un personnage qui suscite des jugements antagonistes — source d'inspiration pour les uns, d'exaspération pour les autres.

Personnellement, je vois en lui une métaphore de l'Amérique et, en un sens, de l'Illinois — porteur d'espérance et de désenchantement à parts égales. Bien que nous ayons passé, lui comme moi, quelques années dans l'Illinois et que nous ayons même des amis communs à Washington, je n'étais pas sûr de le comprendre. Je ne suis pas le seul, comme nous le verrons. Pourtant, l'analyse de ses origines, de son ascension, de ses réalisations et de ses erreurs, de ses liens avec le passé de l'Amérique et de sa vision de l'avenir nous apprend bien des choses sur son pays et sur le monde du XXI^e siècle. Car Obama est le premier chef d'État véritablement moderne de cette ère mondialisée, marquée par la diversité raciale, façonnée par les médias et profondément troublée. Son histoire est la nôtre.

Ascension et chute

Angela Merkel n'était pas contente. L'élection avait lieu dans quatre mois seulement, et la chancelière allemande venait d'apprendre que le candidat démocrate, Barack Obama, souhaitait tenir un meeting à Berlin. Pire encore, il avait l'intention de prendre la parole devant la porte de Brandebourg, un site d'une importance historique majeure pour les Allemands. Pendant plus de trois siècles, ce monument a été le point d'accès symbolique au centre de Berlin. La sculpture d'un quadriges qui le couronne a été emportée à Paris par les soldats napoléoniens en 1806 avant de retrouver sa place à l'issue de la guerre franco-prussienne de 1871. En 1933, quand ils ont pris le pouvoir, les nazis y ont défilé et un flot de jeunes Berlinoises de l'Est l'a franchie en 1989 pour découvrir l'Ouest après la chute du mur de Berlin.

Pourquoi Obama voulait-il se rendre à Berlin ? Après tout, cette ville est à plus de 6 000 kilo-

mètres des États-Unis et ne compte que quelques milliers de résidents américains. Obama — qui n'en était qu'à son premier mandat de sénateur des États-Unis et se livrait à une bataille électorale acharnée contre son adversaire républicain, John McCain — n'avait-il rien de plus urgent à faire chez lui ? Angela Merkel n'ignorait pas les réponses à ces questions, ce qui ne faisait sans doute qu'accroître son agacement.

Obama, qui n'avait alors que quarante-six ans, espérait de toute évidence tirer parti de la comparaison avec John F. Kennedy, dont le discours berlinois de 1963 est devenu un modèle du genre. Quand Kennedy, qui avait exactement le même âge, s'était rendu dans ce qui était alors Berlin-Ouest, il était le plus jeune président américain jamais élu. Il n'avait parlé que quelques minutes devant une foule d'un demi-million de personnes, mais l'écho de sa péroraison continue de résonner à travers les années : « Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont des citoyens de Berlin et c'est pourquoi, en tant qu'homme libre, je m'enorgueillis de dire : *Ich bin ein Berliner*. » Quand Kennedy prononça ces quatre derniers mots, dans un allemand entaché d'un fort accent américain, la foule se déchaîna. Les Allemands comprirent que les États-Unis les soutiendraient face à la menace soviétique, et Kennedy acquit une place définitive dans leur cœur.

Contrairement à ce que l'on croit communément, Kennedy ne s'était pas exprimé devant la porte de Brandebourg, mais à 3 kilomètres de là, devant l'hôtel de ville de Berlin-Ouest. C'est un autre président américain, Ronald Reagan, qui a, en quelque sorte, redonné à la porte de Brandebourg ses lettres de noblesse. Le 12 juin 1987, alors que la guerre froide approchait de son dénouement, Reagan a tendu le bras vers l'affreuse barrière de béton et a lancé cette exhortation à son homologue soviétique : « Mr Gorbatchev, abattez ce mur ! » Cette fois encore, l'enthousiasme fut général. Deux ans et demi plus tard, le mur était tombé.

La requête d'Obama plaçait la chancelière dans une position délicate. Les sondages d'opinion montraient que le démocrate n'était pas assuré de remporter le scrutin. Le duel qui l'avait opposé à Hillary Clinton lors des primaires avait mis à mal ses finances et divisé le Parti démocrate. Son expérience de la politique au niveau national était relativement limitée. De plus, il était noir, un sérieux handicap dans la politique américaine. En attendant, Angela Merkel devait ménager le président en exercice, George W. Bush, avec lequel elle entretenait des relations de travail correctes, bien que parfois tendues. (Elle n'avait jamais tout à fait digéré la familiarité du massage improvisé que Bush avait cherché à lui faire

lors du sommet du G8 de Saint-Pétersbourg en 2006.) D'après la presse allemande, Bush qui, ne pouvant pas postuler à un nouveau mandat, soutenait le candidat républicain John McCain, insistait pour qu'elle n'autorise pas Obama à prendre la parole.

Elle n'avait pas besoin des exhortations de Bush. Le rival d'Obama, John McCain, s'était rendu plusieurs fois en Allemagne pendant sa longue carrière de sénateur, et ses idées politiques étaient plus proches des positions de centre-droit d'Angela Merkel que celles d'Obama, un des membres les plus récents et les plus à gauche du Sénat. De plus, McCain était très connu en Amérique, où son héroïsme pendant le conflit du Vietnam — il avait été prisonnier de guerre — et son indépendance opiniâtre en tant que sénateur lui valaient la sympathie des démocrates aussi bien que des républicains. Angela Merkel était particulièrement gênée par l'outrecuidance que manifestait Obama en choisissant la porte de Brandebourg plutôt qu'un autre lieu. Son porte-parole Thomas Steg fit savoir que la chancelière « dout[ait] fort de l'opportunité de mener devant la porte de Brandebourg une campagne électorale qui ne se déroule pas en Allemagne mais aux États-Unis. Aucun candidat allemand n'aurait l'idée de tenir un meeting sur le National Mall [à

Washington] ou sur la place Rouge de Moscou, car cela paraîtrait déplacé ».

Ce n'est donc pas devant la porte de Brandebourg que l'Europe a pu découvrir de près Barack Hussein Obama, mais à 3 kilomètres de là, en un lieu qu'Angela Merkel jugeait moins « déplacé » : devant la Siegessäule (la colonne de la Victoire) de Berlin, un monument érigé à la mémoire des succès militaires de la Prusse au XIX^e siècle. Le 24 juillet 2008, devant deux cent mille personnes au moins, Obama a déployé le charme et l'éloquence qui n'allaient pas tarder à faire de lui l'Américain préféré de l'Europe.

Il a commencé son discours en suggérant une comparaison subtile avec ses prédécesseurs : « Je sais que je ne ressemble pas aux Américains qui ont pris la parole avant moi dans cette grande ville, a-t-il dit. C'est un itinéraire singulier qui m'a conduit ici. Ma mère est née au cœur de l'Amérique, mais quand il était enfant mon père gardait des chèvres au Kenya. Son propre père — mon grand-père — était cuisinier, c'était un domestique au service des Britanniques. »

Obama a évoqué pour ses auditeurs le souvenir du pont aérien de Berlin, du plan Marshall, de la fondation de l'Otan et d'autres grands jalons de l'amitié germano-américaine, avant de les mettre en garde contre de nouveaux dangers : « Les terroristes du 11-Septembre ont complété

à Hambourg et se sont entraînés à Kandahar et à Karachi avant de provoquer la mort, sur le sol américain, de milliers d'êtres humains originaires de toute la planète. À l'instant où nous parlons, des automobiles de Boston et des usines de Pékin font fondre la calotte glaciaire de l'Arctique, reculer le littoral de l'Atlantique et provoquent la sécheresse dans les exploitations agricoles, du Kansas au Kenya. Des matériaux nucléaires mal sécurisés dans l'ancienne Union soviétique, ou les secrets d'un chercheur au Pakistan, peuvent permettre la fabrication d'une bombe qui explosera à Paris. À Berlin, les pavots d'Afghanistan sont transformés en héroïne. »

Aucune nation n'était assez puissante pour relever seule tous ces défis, a-t-il ajouté, ce qui rendait l'unité transatlantique plus indispensable que jamais — et peut-être plus difficilement accessible. « En Europe, l'idée que l'Amérique est partiellement responsable de tous les maux de la terre au lieu d'être une force capable de contribuer à y remédier est aujourd'hui beaucoup trop répandue, a-t-il poursuivi. En Amérique, certaines voix tournent l'Europe en dérision et nient l'importance de son rôle dans notre sécurité et dans notre avenir. » Il a reconnu l'existence de différences bien réelles entre l'Europe et les États-Unis. « Mais les fardeaux de la citoyenneté mondiale continuent à nous lier. » La route serait

longue, a conclu Obama en haussant la voix. « Mais je suis venu vous dire que nous sommes les héritiers d'une lutte pour la liberté. Nous sommes un peuple mû par un espoir incroyable. Le regard rivé sur l'avenir, d'un cœur ferme, rappelons-nous cette histoire, répondons à notre destinée et recréons le monde, une fois encore. » La foule l'a acclamé.

Ce discours ne contenait pas de formule immortelle à la *Ich bin ein Berliner*. Pas plus que de détails précis sur la façon dont Obama concevait les relations entre les États-Unis et l'Europe, lesquelles, après près de huit ans d'unilatéralisme et de surdité de la part de George W. Bush, auraient eu grand besoin d'un petit massage des cervicales. Ce qui n'a pas empêché Obama de remporter un triomphe — moins aux yeux des électeurs d'Amérique, où un message télévisé concocté à la hâte par McCain le présentait d'un ton dédaigneux comme « la plus grande célébrité du monde » sur fond de liesse berlinoise, que dans l'imagination des Européens. La foule s'était déchaînée parce que Obama avait fait vibrer une corde sensible dans un monde qui aspirait depuis longtemps à l'avènement d'un homme politique américain de la trempe de John F. Kennedy, d'un leader incarnant le meilleur des idéaux américains, d'un président capable de susciter une authentique adhésion.

Depuis la présidence prématurément interrompue de Kennedy, jamais le monde hors des États-Unis n'avait cru avec autant de force en un candidat à la présidence américaine. Un sondage d'opinion typique montrait que 76 % des Allemands souhaitaient sa victoire. Un autre révélait que 78 % des Français auraient été prêts à voter pour lui s'ils l'avaient pu. À leurs yeux et, plus généralement, à ceux de tous les étrangers, Obama incarnait les qualités qui faisaient défaut à son prédécesseur, George W. Bush : l'intelligence, la clarté d'expression, un évident talent littéraire, le sens de l'écoute, le goût pour la diplomatie de préférence aux fanfaronnades et jusqu'à une certaine élégance personnelle, essence même de l'image que les Européens se faisaient du leader idéal du Monde libre. Barthélemy Courmont, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), affirmait ainsi sur son blog : « Obama incarne pour de nombreux Européens une Amérique rejetant les inégalités, tournée vers l'avenir, assumant son statut de première puissance mondiale mais ne cherchant pas à imposer ses vues, et fermement engagée dans la résolution des grands défis internationaux. Cette Amérique dont les Européens attendent beaucoup, trop peut-être parfois, Obama la personifie. »

Quelques mois plus tard, quand Obama est

devenu le premier président noir des États-Unis avec 53 % des voix contre 47 % à McCain, le monde a largement cru que le changement était arrivé. Le pays, a-t-on dit, avait enfin tourné la page du racisme et de l'intolérance. Des responsables politiques d'Europe et d'Asie se réjouirent d'avoir un partenaire avec lequel ils pourraient travailler. « L'élection d'Obama est la ratification d'un rêve américain, déclara un ministre sud-coréen à un visiteur américain. Si le membre d'une minorité de première génération peut accéder à la présidence de l'État le plus puissant du monde, tout est possible. » Angela Merkel, depuis longtemps revenue sur ses doutes à l'égard d'Obama, l'a félicité de sa victoire, a évoqué avec affection leurs conversations de Berlin et l'a invité à revenir. Le président français, Nicolas Sarkozy, a écrit à son nouveau collègue américain : « À un moment où nous devons affronter ensemble de redoutables défis, votre élection a fait naître un immense espoir en Europe et au-delà. »

La tradition veut évidemment que les dirigeants se congratulent les uns les autres après leur accession au pouvoir. Mais la chaleur des messages qui ont accueilli Obama était sans précédent. Le président Hu Jintao a assuré par téléphone à son nouvel homologue américain qu'il avait hâte d'établir un « nouveau temps fort »

dans des relations sino-américaines instables. Mahmoud Ahmadinejad lui-même a envoyé ses vœux les plus cordiaux : c'était la première fois depuis 1979 qu'un président iranien félicitait un président américain nouvellement élu.

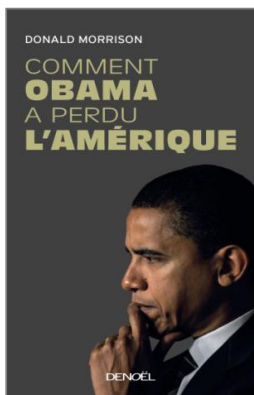
Mais c'est en France que l'euphorie a été la plus grande, dans ce pays dont la relation d'amour-haine avec les États-Unis remonte à leurs révolutions jumelles de la fin du XVIII^e siècle, voire plus loin encore. Dans les mois qui ont suivi l'élection d'Obama, j'ai trouvé plus agréable que d'ordinaire d'être un Américain à Paris. Dans la rue, des inconnus me félicitaient. (Ai-je vraiment l'air *aussi* Américain que ça ?) Lors des dîners en ville, j'étais au centre de l'attention générale. (Comment est vraiment Obama ?) Des amis hostiles à Nicolas Sarkozy ont cessé de l'appeler « Sarko l'Américain » d'un ton de mépris. Être américain, c'était « cool ».

Sarkozy a peut-être été le premier responsable politique étranger à déceler le potentiel d'Obama. En 2006, il a profité d'un séjour à Washington pour rendre visite au jeune sénateur et bavarder avec lui. Au cours de la campagne électorale de 2008, il n'a pas été loin d'accorder officiellement son appui à Obama. « Si c'est lui, la France en sera très heureuse, a déclaré le président français. C'est mon copain. » Samuel Solvit, vingt-deux ans, étudiant en sciences économiques à Paris, a confié

*Achévé d'imprimer
sur Roto-Page
par l'Imprimerie Floch
à Mayenne, en décembre 2011.
Dépôt légal : décembre 2011.
Numéro d'imprimeur : 80802.*

ISBN 978-2-207-11144-4/Imprimé en France.

183225



Comment Obama a perdu l'Amérique Donald Morrison

Cette édition électronique du livre
Comment Obama a perdu l'Amérique de Donald Morrison
a été réalisée le 23 février 2012
par les Éditions Denoël.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782207111444 - Numéro d'édition : 183225).

Code Sodis : N49281 - ISBN : 9782207111468

Numéro d'édition : 232546.